

Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P.

Fourniture et Maintenance des onduleurs implantés dans les bâtiments des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de la Nouvelle-Aquitaine

**Marché N° 01_2025PS_PrA
MAPA**

SOMMAIRE

| | | |
|------------------|---|-----------|
| ARTICLE 1 | ACHETEUR PUBLIC | 3 |
| 1.1 | Cadre juridique du marché..... | 3 |
| 1.2 | Partis contractantes | 4 |
| 1.3 | Dénomination du pouvoir adjudicateur coordonnateur du groupement..... | 5 |
| ARTICLE 2 | OBJET DU MARCHÉ | 5 |
| ARTICLE 3 | ALLOTISSEMENT | 6 |
| ARTICLE 4 | FONCTIONNEMENT GENERAL DU MARCHÉ..... | 6 |
| 4.1 | Démarrage du marché..... | 6 |
| 4.2 | Maintenance préventive | 6 |
| 4.3 | Maintenance corrective hors forfait préventif (via accord-cadre à bons de commande) | 8 |
| 4.4 | Fourniture d'onduleurs, de pièces détachées, accessoires et consommables. | 9 |
| 4.6 | Compte rendu et Rapport | 11 |
| 4.7 | Synthèse des prestations | 12 |
| ➤ | Fourniture d'onduleurs, de pièces détachées, accessoires et consommables. | 12 |
| ARTICLE 5 | DELAIS D'INTERVENTION..... | 13 |
| 5.1 | Délais dans le cadre de la maintenance préventive | 13 |
| 5.2 | Délais dans le cadre de la maintenance corrective | 13 |
| 5.3 | Tableau récapitulatif | 13 |
| ARTICLE 6 | CONDITION D'INTERVENTION | 15 |
| 6.1 | Plan de prévention et Sécurité | 15 |
| 6.2 | Documents/ rapport..... | 16 |
| 6.3 | Planning..... | 16 |
| 6.4 | Modalités d'intervention..... | 16 |
| 6.5 | Règlementation | 17 |
| ARTICLE 7 | CONTROLE ET VERIFICATION | 17 |
| 7.1 | Maintenance préventive | 17 |
| 7.2 | Maintenance corrective et dépannages..... | 17 |
| ARTICLE 8 | CONTROLES REGLEMENTAIRES PERIODIQUES | 17 |
| ARTICLE 9 | REUNIONS | 18 |
| 9.1 | Réunion d'exploitation | 18 |
| 9.2 | Réunion de démarrage..... | 18 |

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Cadre juridique du marché

Conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, le présent marché fait l'objet d'un groupement de commande composé de :

➤ **CPAM de la Gironde**

Représentée par Monsieur Philippe Claussin, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : Place de l'Europe
33085 Bordeaux cedex

➤ **CPAM de Bayonne**

Représentée par Madame Véronique Toulouse, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 68 et 72 allées Marine
64111 Bayonne Cedex

➤ **CPAM de la Charente**

Représentée par Madame Nathalie Etcheverria, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : Boulevard de Bury
CS 80000
16910 Angoulême

➤ **CPAM de la Charente-Maritime**

Représentée par Monsieur David Xardel Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 55 rue de Suède
CS 70507
17014 La Rochelle Cedex 1

➤ **CPAM de la Corrèze**

Représentée par Madame Laura Zanin, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 6 rue Souham
19033 Tulle

➤ **CPAM de la Haute Vienne**

Représentée par Monsieur Aymeric Seguinot, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 22 avenue Jean-Gagnant
87037 Limoges Cedex

➤ **CPAM des Landes**

Représentée par Monsieur Bruno Poncet, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 207, rue de Fontainebleau
Boîte Postale 409
40013 Mont-de-Marsan cedex

➤ **CPAM du Lot-et-Garonne**

Représentée par Monsieur Olivier Filiol, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 2, rue Diderot
Place Armand Fallières
47914 Agen cedex 9

➤ **CPAM de Pau**

Représentée par Madame Véronique Toulouse, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 26bis, avenue des Lilas
64022 Pau cedex 9

➤ **CPAM de la Vienne**

Représentée par Madame Sylvie Landrieau, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 41 rue du Touffenet
86043 Poitiers Cedex 9

➤ **CPAM de la Creuse**

Représentée par Madame Béatrice Moleon, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 2 rue Marcel Brunet
23014 Guéret

➤ **DRSM**

Représentée par Madame Patricia Peyclit
Adresse : Quartier du Lac 80 Avenue de la Jallere
33 300 Bordeaux

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde** - représentée par Monsieur Philippe CLAUSSIN son Directeur - est coordonnateur du groupement, conformément à la convention constitutive du groupement passée entre les organismes précités.

Le coordonnateur a reçu compétence pour gérer la procédure de passation du marché, signer et notifier le marché au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de la part de marché qui lui revient et de son paiement.

Chaque organisme listé ci-dessus membre du groupement de commandes est un organisme privé gérant un service public, il s'agit d'organismes de sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale ainsi qu'au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

1.2 Partis contractantes

Le présent marché est conclu entre :

- D'une part tous les membres du groupement de commandes à savoir :
 - CPAM de la Gironde
 - CPAM de Bayonne
 - CPAM de la Charente
 - CPAM de la Charente-Maritime
 - CPAM de la Corrèze
 - CPAM de la Haute Vienne
 - CPAM des Landes
 - CPAM du Lot-et-Garonne
 - CPAM de Pau
 - CPAM de la Vienne
 - CPAM de la Creuse
 - DRSM* (Organisme qui sera dissous et absorbé en cours de marché. Le matériel DRSM sera donc ventilé parmi les matériels des autres CPAM)

représentés par la CPAM de la Gironde en tant que pouvoir adjudicateur coordonnateur, ci-après dénommés individuellement « l'organisme » ou collectivement « les organismes ».

- D'autre part, le candidat, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, et dénommé dans le document par le terme « titulaire »

1.3 Dénomination du pouvoir adjudicateur coordonnateur du groupement

| | |
|-------------------------|---|
| Organisme | Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde |
| Pouvoir adjudicateur | Monsieur Philippe CLAUSSIN Directeur |
| Adresse | Place de l'Europe |
| Code postal | 33085 |
| Localité | Bordeaux cedex |
| Pays | France |
| Adresse profil acheteur | https://www.marches-publics.gouv.fr/ |

Article 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur les opérations de contrôle, de maintenance préventive et corrective des onduleurs implantés dans les bâtiments des caisses primaires d'assurance maladie de la Nouvelle Aquitaine, ainsi que la fourniture d'équipements neufs et de pièces détachées.

Cet accord-cadre a une dimension régionale, c'est-à-dire qu'il a vocation à être utilisé par tous les membres du groupement de commandes listés à l'article 1.2 du présent C.C.T.P

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'objet du marché.

Article 3 ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L 2113-10 du code de la commande publique, le présent marché ne comporte pas de lot.

Article 4 FONCTIONNEMENT GENERAL DU MARCHE

4.1 Démarrage du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique (un titulaire et un suppléant) qui le représente vis-à-vis des différents organismes du groupement pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Cette personne désignée sera l'interlocuteur unique des organismes et aura toutes les compétences et délégations nécessaires au traitement des demandes formulées par les organismes membres du groupement.

Un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse mail devront être communiqués à la notification du marché.

De plus, si un portail extranet existe pour suivre les étapes de maintenances, le titulaire devra également fournir les accès dès la signature du marché.

4.2 Maintenance préventive

L'objet du marché est de réaliser la maintenance préventive jusqu'au niveau 4, selon la norme maintenance FD X60-000, des onduleurs et des chargeurs listés en annexe inventaire.

Lors de la première visite de maintenance, le titulaire devra réaliser l'état des lieux du matériel en fournissant un rapport sur l'état du matériel objet du marché.

Le rapport devra être fourni dans les 15 jours.

Le titulaire devra être en mesure d'assurer la fourniture et la maintenance de l'ensemble des onduleurs indiqués dans l'annexe inventaire car les organismes ont différents types et marque d'onduleurs.

Les principales caractéristiques des onduleurs figurent dans l'inventaire et le Bordereau des Prix.
Cette liste pourra évoluer au fur et à mesure des installations nouvelles réalisés ou de leur retrait.
Le détail des prestations à réaliser, à minima, est décrit dans l'article 4.2.1 du présent CCTP.

En cas de différence entre la gamme de maintenance minimum de l'article et les recommandations du constructeur, la maintenance la plus contraignante prévaut.

Pour les équipements sous garantie, les dispositions de maintenance préventive à prix forfaitaire sont applicables à l'issue de la période de garantie. Cependant les prestations non comprises dans la garantie (accessoires, consommables...) feront partie du présent marché dès sa prise d'effet.

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou intervention suite à un incident au titre de la garantie.

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la consistance des matériels dont il assure la maintenance et l'exploitation technique, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière. En conséquence, il ne pourra se prévaloir, en aucune circonstance, du manque ou de l'inexistence des spécifications afférentes aux installations.

La périodicité pour la maintenance préventive des matériels est fixée à un passage par an.

Ces prestations sont à programmer avec chaque référent des bâtiments de l'organisme.

Le technicien se présente au responsable de chaque établissement avant chaque maintenance préventive ou corrective.

Tous les consommables liés à la maintenance préventive des machines, ainsi que la main d'œuvre associée, sont inclus au titre du marché. Ces consommables devront notamment être décrites dans le Cadre de réponse Technique.

Sont considérées comme accessoires et consommables ceux dont la consommation est prévisible dans le cadre du programme d'entretien préventif courant (pièces à remplacer dans le cadre de l'entretien normal suivant les recommandations du constructeur à l'exclusion des condensateurs de filtres, chimiques, des ventilateurs, des cartes chargeurs, des batteries).

On entend par consommable toutes les pièces et les produits nécessaires à la maintenance préventive (voyant, fusibles, produit nettoyant, cosses, colliers, etc.)

Le titulaire doit avoir en sa possession au moment de la maintenance préventive tous les petits matériels généralement en défaut sur les équipements, tels que les ventilateurs, interrupteurs ou autres afin de pouvoir les remplacer si nécessaire.

Dans le cas d'intervention dans les services de l'organisme concerné, l'intervenant doit obligatoirement être accompagné sur site et respecter les consignes de sécurité qui auront été établies au préalable avec chaque établissement dans le cadre du plan de prévention.

4.2.1 Descriptifs de la maintenance préventive systématique

Le titulaire aura en charge la réalisation d'une visite annuelle de maintenance préventive comprenant :

- La main d'œuvre,
- Les déplacements
- L'ensemble des pièces, accessoires nécessaires à la réalisation des opérations de maintenance préventive.

Le titulaire procédera aux diverses vérifications et réglages des équipements leur permettant ainsi de garder leurs performances initiales.

Le but étant de réduire les risques de pannes et de maintenir les performances des équipements conformément à la réglementation en vigueur.

Au cours de la visite de maintenance préventive annuelle, il est procédé aux opérations suivantes (liste non exhaustives) :

1. Contrôle de l'environnement

- Température du local, propreté du local, accessibilité

2. Contrôle de l'installation électrique amont/aval

- Protections, section des câbles, Raccordements, ...
- Contrôle du régime neutre et vérification des informations délivrées sur le report d'information à distance
- Nettoyage des enveloppes extérieurs.

3. Contrôles batterie

- Tests d'autonomie avec charge réelle
- Contrôle de la température et la propreté du local batterie
- Contrôle visuel de la batterie (déformation, oxydation)
- Compensation de la tension de floating/ à la T° ambiante (si existante)
- Relevé du courant résiduel dans chaque branche de la batterie.
- Vérification des valeurs mesurés par rapports aux valeurs préconisées par les fabricants batteries.

4. Dépoussiérage des cartes électroniques :

5. Contrôles redresseur, comparaison avec les valeurs usines :

- Allumage semi-conducteur, ondulation CC et équilibre par rapport au neutre ;
- Mesure à vide et en charge du courant par phase en amont redresseur (contrôle de l'équilibrage si accessible) ;
- Mesure à vide et en charge du courant de la tension de floating (tension continue) ;
- Temps de montée bus continu ;
- Mesure des tensions alimentation du pont à thyristors ;
- Contrôle des alarmes et des sécurités ;
- Contrôle électronique ;
- Contrôle des alimentations électroniques ;

- Contrôle de la ventilation.

6. Contrôles onduleur :

- Mesure à vide et en charge des courants du filtre de sortie ;
- Mesure à vide et en charge sur l'onduleur (courant efficace, courant crête, facteur de crête, puissance active et apparente, facteur de puissance, taux de distorsion en tension et en courant)
- Essais d'auto alimentation et mesure de la fréquence propre ;
- Contrôles des alarmes et sécurités ;
- Contrôles de l'électronique onduleur ;
- Contrôle de la ventilation ;
- Contrôle du système d'affichage (écrans, clavier).

7. Contrôles by-pass :

- Mesure des tensions réseau ;
- Contrôle des alarmes et sécurités ;
- Essai de by-pass par commande clavier et par interrupteur physique ;
- Contrôle électronique de la logique by-pass ;
- Mesure de la charge sur le réseau (courant efficace, courant crête, facteur de crête, facteur de puissance, puissance active et apparente, taux de distorsion en tension et en courant).
- Réaction à une panne (erreur de tension, fréquences)
- Contrôle des alarmes et sécurités.
- Vérification du basculement onduleur/bypass/onduleur.

8. Essais - Séquences de fonctionnement :

- Cycle de démarrage du chargeur et de l'onduleur
- Transfert de l'utilisation : sur onduleur et sur le secteur secours
- Essai d'autonomie batterie
- Analyse harmonique

9. Analyse et relevé complet du spectre harmonique ;

10. Contrôles mécanique ;

11. Contrôle visuels ;

12. Log Alarme (Purge des historiques et mise à jour de l'horodatage).

13. Rédaction du rapport et compte rendu.

4.3 Maintenance corrective hors forfait préventif (via accord-cadre à bons de commande)

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements et logiciels à la suite d'une défaillance. Elles consistent au contrôle, au dépannage, à la réparation et au remplacement des pièces jugées défectueuses, usées, ou cassées de l'équipement.

Les prestations de maintenance curative comprennent :

- La main d'œuvre
- Les déplacements
- Les accessoires, consommables et pièces détachées.

Les interventions curatives sont réalisées sur site.

Elles sont déclenchées par simple appel téléphonique puis confirmée par écrit.

En effet, dès constat d'une panne, l'établissement contacte immédiatement le titulaire du marché en transmettant les références de l'installation défaillante.

Si le titulaire utilise un extranet, l'organisme effectuera la demande dans le portail qui détaillera l'ensemble du processus.

Le titulaire du marché enregistre l'incident dans le document permettant le suivi des interventions des équipements
La prise de message sur répondeur n'est pas admise.

En préalable à une intervention sur site, le titulaire doit une assistance téléphonique avec un technicien spécialisé pour le personnel technique de l'organisme pour permettre le cas échéant, une mise en sécurité des installations et une alimentation à minima des utilisations. Il s'agit d'une obligation contractuelle.

En fonction de la panne constatée, un devis pourra être édité dans les délais imposés par le CCTP,
Ce devis sera suivi d'un bon de commande faisant figurer le numéro du devis.

Un devis de régularisation pour le déplacement et l'intervention pourra être effectué si nécessaire si intervention d'urgence.

Un devis de remplacement de pièces pourra également être fait si nécessaire. Ce devis devra être confirmé par l'émission d'un bon de commande.

La durée des interventions doit être aussi réduite que possible. Elles sont effectuées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement. Des mesures compensatoires destinées à maintenir la sécurité à un niveau satisfaisant doivent être prises si des zones de surveillance sont en panne ou mises à l'arrêt (gardiennage, ...).

Après le remplacement de pièces détachées, le titulaire devra s'assurer que les alarmes soient réinitialisées à l'aide des différents logiciels constructeurs.

Les prestations assurées par le Titulaire seront de nature à remédier au trouble de fonctionnement de l'équipement dans la journée suivant l'arrivée du technicien sur les lieux. Dans le cas où le problème ne peut être réglé, une solution de contournement de la fonction ou un mode dégradé devra être mis en place. Cependant cette solution devra être envisagée pour la période la plus courte possible et ne pas devenir un fonctionnement normal. Le Titulaire s'engage à ne pas perturber l'exploitation générale lors de ses interventions et celles-ci ne doivent pas conduire à une indisponibilité totale des équipements.

4.4 Fourniture d'onduleurs, de pièces détachées, accessoires et consommables.

La fourniture des pièces détachées, onduleurs inclut impérativement la reprise et le recyclage des anciennes pièces.

4.4.1 Remplacement de pièces détachées

Sont considérées comme pièces détachées celles dont le remplacement est périodique et prévisible.

Ce sont notamment les batteries, condensateurs de filtres, condensateurs chimiques, cartes chargeur et circuit de refroidissement, qui sont des pièces nécessaires au fonctionnement des onduleurs et dont le remplacement est périodique.

Le remplacement des pièces détachées listées fait l'objet d'un bon de commande et sont réglées à prix unitaires.

Le titulaire a à sa charge la gestion des stocks d'accessoires, consommables et pièces détachées, qu'il devra organiser de façon à respecter les délais imposés dans le présent marché.

La mise à niveau technique et prestations techniques diverses (assistance technique, reconfiguration, remise à zéro Le cout d'équipements de remplacement provisoires et le cout de collecte d'évacuation le cas échéant) seront compris dans le prix.

Le titulaire s'engage à fournir et mettre en place, sur les équipements, des pièces d'origine (constructeur) ou des pièces d'une autre provenance présentant des caractéristiques certifiées par le constructeur au moins équivalent à celles des pièces d'origine. Ceci étant, les dommages pouvant survenir à la suite d'une pièce défectueuse seront intégralement pris en charge par le titulaire.

Les pièces détachées fournies sont neuves et conformes aux spécifications du constructeur sauf accord entre les parties ou de type échange standard.

Le titulaire devra s'assurer que les composants installés, pièces détachées ou accessoires ne remettent pas en cause le marquage "CE" de l'équipement concerné.

Lors du remplacement des batteries, le titulaire prendra en charge le recyclage des anciennes batteries dans le respect de la réglementation en vigueur. Il devra fournir à l'organisme concerné un bordereau de suivi de Déchets Industriels (BSDI)

Si au cours du marché, il s'avère qu'un organisme ait besoin de fournitures non comprises dans le prix forfaitaire, ces fournitures feront l'objet d'une demande de devis. Le titulaire devra émettre un devis dans les 2 jours ouvrés maximum selon les termes du bordereau de prix unitaire (24 heures en cas d'urgence).

L'acceptation du devis se traduira par l'émission d'un bon de commande.

En fonction de l'urgence, le bon de commande pourra être réalisé après la validation du devis et la réalisation de l'intervention.

Le prix de vente des pièces détachées est défini par un coefficient de majoration maximum du prix d'achat des pièces par l'entreprise auprès de son distributeurs (présentation de la facture obligatoire pour le règlement). La main d'œuvre et le déplacement sont détaillés dans le bordereau de prix unitaire.

La durée minimale de garantie de toutes les pièces est de 2 ans (garantie totale : pièces et main d'œuvre).

L'organisme peut, conformément au bordereau de prix unitaire, demander le remplacement d'un pack de batterie.

Concernant les batteries, l'entreprise doit chiffrer le montant du remplacement d'un pack de batterie complet par onduleur et chargeur à qualité équivalente de l'existant (soumis à l'approbation du référent de l'organisme concerné). La durée de garantie des batteries minimum est de 2 ans (garantie totale pièces et main d'œuvre).

Les dates de remplacement des batteries sont données à titre indicatif dans l'annexe inventaire.

Ces dates peuvent varier en fonction des essais effectués lors des visites préventives. Le remplacement des batteries ne pourra se faire qu'après l'établissement d'un bon de commande établi par l'établissement acheteur. Le prix du remplacement des batteries comprend l'enlèvement et le recyclage des anciennes batteries.

Les références techniques des batteries proposées devront être conformes à celles indiquées dans le bordereau de prix et/ou rapport d'intervention fourni dans le DCE. Elles devront être « longue durée de vie ».

4.4.2 Fourniture et pose d'onduleurs

Le présent marché comprend la fourniture, la pose et la mise en service d'onduleurs.

Les prix d'achat des onduleurs seront ceux indiqués dans le bordereau de prix correspondant : « Annexe 2 – fourniture d'onduleurs ».

L'établissement peut, conformément au bordereau de prix unitaire, demander le remplacement d'équipements. (Prestation non exclusive)

Si un des établissements souhaite acquérir plusieurs onduleurs en une seule commande, le titulaire pourra le faire bénéficier d'une remise complémentaire. Il en fera mention expresse le cas échéant.

Si au cours du marché, le prix des onduleurs venait à diminuer fortement, il pourra être demandé au titulaire de faire une meilleure proposition que les prix proposés dans le bordereau. Il remettra alors un devis, dont l'acceptation se traduira par l'émission d'un bon de commande.

La maintenance préventive des onduleurs achetés dans le cadre du présent marché sera incluse pendant la période de garantie. A l'issue de cette garantie, les nouveaux matériels seront intégrés dans la liste des matériels à entretenir.

La mise en service du matériel neuf fera l'objet d'un constat contradictoire daté et signé par le titulaire et l'organisme concerné attestant de la mise en service du nouvel équipement.

Le titulaire peut sur devis conforme au BPU, procéder :

- Au remplacement d'unités existantes, comprenant le retrait, le traitement de l'ancien équipement conformément à la réglementation et la mise en service du nouvel équipement.

- A la fourniture et pose d'un nouvel équipement sur une alimentation existante avec mise en service (aucuns travaux électriques à prévoir)

Le remplacement de l'onduleur inclut l'approvisionnement, la fourniture, la main d'œuvre, le déplacement et la mise en service.

4.5 Commande exceptionnelle hors BPU

L'organisme peut passer commande, exceptionnellement, de fournitures, prestations, non référencés dans le bordereau des prix unitaires du marché, sur la base d'un devis présenté par le titulaire.

En cas de réparation spécifique, le titulaire devra également établir un devis.

Le prix de ce devis se fonde notamment sur le coût horaire de la main d'œuvre précisé sur le bordereau des prix unitaires (BPU). Ce devis intègrera notamment le coefficient de frais de peines et soins (CPS).

En effet, afin de couvrir les frais indirects liés à la gestion, la manutention, le stockage, le suivi administratif et la mise à disposition des fournitures, un coefficient de frais de peines et soins (CPS) est appliqué au prix d'achat net des fournitures. Ce coefficient est fixé en % inscrit dans la pièce financière et s'ajoute au prix d'achat net pour déterminer le coût total imputé.

Le montant correspondant au CPS sera indiqué distinctement sur chaque facture. Ce coefficient pourra être révisé annuellement, sur la base de l'évolution des coûts de structure, sous réserve d'un préavis de **30 jours** notifié par écrit.

Le délai de réalisation des prestations sera impérativement intégré au devis.

Ce devis fera l'objet d'une validation de l'organisme concerné. Ce dernier éditera ensuite un bon de commande reprenant la prestation ou les fournitures.

Ces prestations concernées par ce devis ne doivent pas représenter 15% de la valeur annuelle du forfait maintenance préventive du site.

Ces commandes devront faire l'objet d'un bon de commande :

Les bons de commande contiennent obligatoirement les informations suivantes :

- la référence du marché et du bon de commande (date et numéro) ;
- la désignation de la prestation (type et nombre d'unité(s) commandée(s)) ;
- la date d'exécution ;
- La durée ou périodicité ponctuelle pour chaque action corrective
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- le montant HT, TVA et TTC de la commande.

Tout devis dont le montant unitaire est supérieur à 3 000 € HT, pourra faire l'objet d'une mise en concurrence. Décision laissée à l'appréciation de chaque organisme adhérent au marché.

4.6 Compte rendu et Rapport

À l'issue de chaque visite préventive ou urgente, le titulaire devra transmettre un rapport détaillé de ces interventions.

- Pour les interventions préventives : Ce rapport sera envoyé au service concerné de chaque organisme, par mail, dans un délai de 15 jours maximum à compter de la fin de la prestation.
- Pour les interventions curatives, la remise du compte rendu intervient dans un délai de 2 jours ouvrés maximum à compter de la date de la fin de l'intervention.

La remise de ce rapport constitue le service fait des prestations.

Ce rapport conditionnant le règlement de la facture qui est, lui aussi, propre à chaque organisme comme le précise l'article 15.1 du CCAP.

Ce rapport comprendra à minima et pour chaque bâtiment :

- Adresse site et nom du bâtiment ;
- Date et durée d'intervention ;
- Le nom du technicien intervenu
- La nature et le descriptif de l'intervention
- Les actions réalisées et les pièces détachées remplacées
- Les anomalies constatées.
- Photos
- Devis de réparation

Dans la conclusion du rapport, le titulaire doit clairement faire apparaître les pièces et éléments à remplacer (avec une estimation du coût) à court, moyen ou long terme (devoir de conseil).

Un carnet de maintenance dématérialisé par équipement doit être mis à disposition.

4.7 Synthèse des prestations

Le marché comprend une part forfaitaire et une part unitaire.

Les prestations associées à chaque part du marché sont décrites dans les paragraphes suivants :

| Forme de prestations du marché | Basées sur | Incluant |
|---|--|--|
| PRESTATIONS FORFAITAIRES (À compter de la notification du marché) | DPGF Prix forfaitaires basés sur la DPGF du marché | <p>> La Maintenance préventive systématique : une visite par an pour la maintenance préventive de tous les équipements du parc (avec transmission du rapport de visite) incluant :</p> <p>Les coûts de main-d'œuvre, les déplacements, le remplacement des pièces détachées ainsi que les équipements de test requis pour assurer le niveau de performance</p> <p>La réalisation des documents et rapports selon les modalités définies dans le présent CCTP.</p> |
| PRESTATIONS UNITAIRES (Prestations déclenchées sur transmission d'un bon de commande) | BPU (prix unitaires basés sur le BPU du marché) | <p>>Maintenance corrective incluant : Les coûts de main-d'œuvre, les déplacements, le remplacement des pièces détachées par un modèle équivalent ainsi que les équipements de test requis pour assurer le niveau de performance hors pièces comprises dans le forfait préventif sont inclus.</p> <p>Fourniture d'onduleurs, de pièces détachées, accessoires et consommables. Les coûts de main-d'œuvre, les déplacements, le remplacement des pièces détachées par un modèle équivalent ainsi que les équipements de test requis pour assurer le niveau de performance hors pièces comprises dans le forfait préventif sont inclus.</p> |
| | DEVIS SUIVI D'UN BONS DE COMMANDE (prix unitaires basé sur les | <p>Dans le cas où des pièces détachées sont hors BPU seraient à remplacer, suite à une intervention préventive ou corrective.</p> <p>Les prix unitaires des devis sont :</p> |

| | | |
|--|------------------------------------|--|
| | prix unitaires du marché si prévu) | <p>Fixés au BPU pour la main d'œuvre, les déplacements, la fourniture des onduleurs, les coûts de recyclage ;</p> <p>Librement fixés par le Titulaire pour la fourniture des pièces détachées HORS BPU, la fourniture des batteries et autres équipements et accessoires divers, les équipements de remplacement provisoires avec un coefficient de frais de peines et soins.</p> <p>Remplacement de batteries et équipements connexes (non prévu dans le BPU)</p> <p>Fourniture et pose de l'onduleur (non prévu dans le BPU)</p> |
|--|------------------------------------|--|

Article 5 DELAIS D'INTERVENTION

5.1 Délais dans le cadre de la maintenance préventive

5.1.1 Démarrage :

Le titulaire devra fournir le calendrier de maintenance préventive annuelle 1 mois maximum après notification du marché, puis avant le 01 octobre de chaque nouvelle année d'exécution.

Le titulaire devra confirmer la date de chaque intervention, 1 mois avant l'intervention.

Demande écrite du titulaire d'accompagnement sur les accès aux sites par le personnel : Au moins 10 jours avant intervention.

5.1.2 Maintenance préventive :

Visite préventive est annuelle selon les besoins de chaque organisme.

5.2 Délais dans le cadre de la maintenance corrective

Le titulaire assure une intervention dans un délai de 4 heures ouvrés pour les interventions urgentes ;

Les dépannages sont assurés durant les jours et heures ouvrés du lundi au vendredi entre 08h00 et 17h00, sauf, avis circonstancié contraire des personnes chargées d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Dans ce cas et de manière exceptionnelle, le titulaire peut être amené à intervenir en horaires spécifiques (nuitée, week-end et jour fériés).

Pour les interventions urgentes, le titulaire devra mettre à disposition un numéro d'appel unique permettant une prise en compte de l'appel et donnant des informations sur l'intervention. Cette assistance téléphonique devra fonctionner 24h/24 7j/7 pour permettre un dépannage à distance.

Les astreintes physiques font l'objet de prestations supplémentaires éventuelles.

❖ Délais de réparation

- Réparation sans fourniture de pièces : 3 heures maximum après arrivée sur site ;
- Réparation avec fourniture de pièces disponibles dans le stock : 48 heures maximum à compter de la validation de devis ou émission du bon de commande.

5.3 Tableau récapitulatif

| | Articles | Délais |
|--|----------|--------|
|--|----------|--------|

| Démarrage | | |
|---|--------------|---|
| Fourniture du planning de maintenance préventives annuelle pour chaque organisme. | 5.1 du CCTP | 1 mois à compter de la notification puis le 1 octobre de chaque nouvelle année Dans les 15 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'organisme si entrée différée. |
| Remise du plan de prévention de sécurité | 6 du CCTP | 15 jours suivant la date de démarrage du marché ou de la réception du modèle de plan de prévention reçue par l'organisme ou suite à la réunion dédiée si existante |
| Compte rendu d'intervention | 4.6 du CCTP | 15 jours à compter de la date de fin de la prestation |
| Compte rendu d'intervention suite à une intervention curative | 4.3 du CCTP | 2 jours ouvrés à compter de la date de fin de la prestation |
| Devis pour une intervention curatives à la suite d'une demande expresse/urgence | 4.6 du CCTP | 2 jours ouvrés à l'issue de son passage sur site |
| Réalisation de la prestation suite à la validation du devis pour une intervention curatives | 4.3 du CCTP | 2 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la validation du devis ou de l'émission du bon de commande. Sauf si un délai différent est précisé sur le Bon de commande. |
| Réparation sans fournitures de pièces | 5.2 du CCTP | 3h00 Maximum après arrivée sur site |
| Intervention suite à Dépannage d'urgence | 5.2 du CCTP | 4h00 après signalement et/ou demande de la part d'un organisme. |
| En cas de non remise du rapport d'activité annuel | 18.1 du CCAP | 15 jours avant la date d'anniversaire du marché. |

Article 6 CONDITION D'INTERVENTION

6.1 Plan de prévention et Sécurité

Le Titulaire devra se conformer aux consignes de sécurité qui lui seront définies au cours d'une réunion de coordination avec le responsable de site, et/ou consignées au plan de prévention. Il devra par ailleurs prendre connaissance du DTA de chaque site.

De plus, suite à la notification, un plan de prévention devra être établi avec le titulaire dans les 15 jours suivant la date de démarrage du marché ou de la réception du modèle de plan de prévention reçue par l'organisme ou suite à la réunion dédiée si existante

Il doit mettre en œuvre tous les dispositifs de sécurité et de protection pour assurer la sécurité et la protection de son personnel, des personnels de chaque organisme, et des usagers des établissements et de toutes mesures demandées dans le plan de prévention.

Si besoin, le Titulaire doit fournir les nacelles et échafaudages nécessaires à sa prestation, si le représentant du site n'en met pas à sa disposition.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures qui s'imposent afin que son personnel puisse intervenir en toute sécurité. A ce titre et en application du décret 92.158 du 20 février 1992 concernant l'intervention d'entreprises extérieures aux organismes et conformément aux dispositions du CCAP, le Titulaire établit un plan de prévention qui est remis au responsable de la sécurité de chaque organisme membre du groupement dans les 15 jours suivant la réunion de démarrage du marché ou de la réception du modèle de plan de prévention reçue par l'organisme ou suite à la réunion dédiée. Un modèle de plan pourra vous être fourni par l'organisme. Les modalités seront organisées lors de la réunion de démarrage.

Ce plan sera valable pour toute la durée du marché, et devra faire l'objet d'avenants en cas de modification.

Le plan de prévention indiquera de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales d'engins.
- Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.
- Le contenant de produits purs ou en dissolution devront posséder de façon distincte les pictogrammes de danger concerné.
- Les dilutions de produits devront être effectuées dans des locaux distincts où le personnel de l'organisme n'a pas accès. (Excepté les personnes habilitées par l'organisme)

Le Titulaire devra éviter tout risque d'accident aussi bien pour son personnel que pour les usagers des lieux (personnels internes, visiteurs externes), les employés des organismes et les personnes présentes lors de sa prestation, en assurant notamment :

- L'interdiction de branchements simultanés de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples,
- Antennes/paratonnerre.
- La fourniture d'équipement de protection individuel à son personnel quand l'utilisation des matériels le nécessite,
- L'information sur les risques de sol mouillé.

Le plan de prévention est tenu à jour par le Titulaire qui est tenu d'en signaler les modifications au Responsable de la Sécurité ou son représentant de chaque organisme listé à l'article 1.2 du CCTP

Dans le cas où le gestionnaire du marché confie à une entreprise titulaire les moyens d'entrer dans les locaux, celle-ci devient de droit responsable de toute dégradation et incursion de personne étrangère au service ou à l'entreprise.

L'entreprise titulaire doit informer le responsable du bâtiment des modifications qu'elle apporte à son équipe d'exécution ou de surveillance. Elle veille à ce que son personnel soit capable de comprendre et de lire les instructions données. Sous sa responsabilité, le titulaire veillera à ce que, une fois sa prestation terminée, les locaux demeurent fermés (portes et également les fenêtres afin d'interdire toute intrusion) et inaccessibles à des tiers. Les modalités de récupération et de restitution des trousseaux et badges seront définies à la prise du marché.

Un annexe 3 au CCAP présente les grands enjeux des mesures de préventions souhaitées.

6.2 Documents/ rapport

Les responsables de site pourront fournir au Titulaire certains documents concernant les installations.

Cependant, ils ne possèdent pas systématiquement tous les plans et documentations des installations. Le Titulaire ne peut invoquer l'absence de documentations pour justifier le non-respect de ses obligations contractuelles.

De plus, la liste des sites par organisme figure en annexe du CCTP. Cette liste comporte les différents types d'onduleurs, puissances, marques ...

Ce procédé comporte cependant certaines réserves car certaines erreurs peuvent exister (mesurage, identification...).

6.3 Planning

La maintenance préventive des onduleurs sera effectuée durant les jours ouvrés de la semaine, du lundi au vendredi entre 08h00 et 17h30 sauf pour certains organismes.

Le détail vous sera précisé à la notification du marché car certains sites ont des horaires spécifiques.

Un planning prévisionnel sera présenté par les candidats avec leur offre indiquant le mois d'intervention ainsi que la durée maximale d'entretien pour chaque équipement en fonction des dates inscrites dans le fichier inventaire.

Ce planning pourra être ajusté lors de la réunion de démarrage du marché et sera ensuite validé par les représentants de chaque organisme.

Afin de faciliter l'accès au site et anticiper les éventuelles absences des agents de organismes membres du groupement, le titulaire devra demander confirmation aux interlocuteurs concernés lors de la venue au minimum 10 jours avant la date d'intervention prévue.

Pour les années suivantes, le titulaire devra communiquer un planning d'intervention pour la maintenance préventive faisant apparaître pour chaque site la date et le créneau d'intervention, au plus tard Le 1 octobre de chaque nouvelle année et dans les 15 jours qui suit l'entrée en vigueur d'une caisse dans le cas d'une entrée différée.

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 17 du présent CCTP

6.4 Modalités d'intervention.

Les interventions du titulaire doivent être planifiées et effectuées après validation de chaque organisme. Autrement dit, Les prestations de vérification et de contrôle des différents équipements seront effectuées à une date fixée en accord avec les correspondants des sites. Le délai de prévenance sera suffisamment long pour que l'organisme prenne toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de l'intervention.

Préalablement à toute intervention, et après accord de l'organisme concerné, le titulaire du présent marché devra se présenter dès son entrée dans le bâtiment à l'accueil du site.

Pendant leur présence dans les locaux de l'organisme, l'équipe du titulaire est assujettis aux règles de contrôle d'accès et de sécurité aux locaux des visiteurs, établies et communiquées au titulaire par l'organisme.

Le titulaire s'engage à fournir une liste, régulièrement mise à jour, des personnels autorisés à intervenir sur les sites des membres du groupement d'achats.

Les techniciens du titulaire du présent marché interviendront en sites occupés.

6.5 Règlementation

Le titulaire s'engage, lors de toutes ses interventions, à respecter et appliquer la législation et la réglementation en vigueur.

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas d'évolution des textes réglementaires, le titulaire devra s'y conformer et adapter la prestation, objet du présent marché, en conséquence.

Le titulaire du marché devra fournir à l'organisme les informations liées à l'évolution de la réglementation et des normes auxquelles se réfère le présent marché. Cette veille réglementaire sera adaptée à la situation de chaque organisme.

Le titulaire devra bénéficier de toutes les habilitations nécessaires pour intervenir sur les matériels objets du présent marché.

Le(s) technicien(s) intervenant dans le cadre du présent marché devra (ont) obligatoirement être habilité(s) B2V/BR/B2T suivant la norme NF C 18-510 et muni des équipements de sécurité (EPI) nécessaires à la réalisation de sa mission en toute sécurité.

Article 7 CONTROLE ET VERIFICATION

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la bonne exécution des prestations. Elles ont lieu dans les locaux bénéficiaires des prestations dans les conditions indiquées aux articles 27/ 28 du CCAG FCS.

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les contrôles se feront à partir d'une fiche de suivi après chaque intervention. Cette fiche de contrôle sera visée par le représentant du titulaire et le représentant de l'organisme concerné.

7.1 Maintenance préventive

Par dérogation à l'article 30 du CCAG—FCS, les prestations sont réputées admises par l'acheteur dans les 15 jours suivant la réception du rapport d'intervention détaillé du titulaire ou, à défaut de réception du document, dans les 20 jours suivant la réalisation des prestations.

Les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises en application des articles 29 et 30 du CCAG-FCS au regard des constatations in situ, des rapports d'intervention et des comptes rendus d'intervention.

7.2 Maintenance corrective et dépannages

L'organisme effectue au moment même de l'exécution des prestations les opérations de vérification.

Les opérations de vérifications seront réalisées sur site et porteront sur l'ensemble des spécifications demandées selon les modalités prévues par l'article 27 du CCAG-FCS

Les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises en application des articles 29 et 30 du CCAG-FCS au regard des constatations in situ, des rapports d'intervention et des comptes rendus d'intervention.

Article 8 CONTROLES REGLEMENTAIRES PERIODIQUES

Un organisme agréé ou tout autre prestataire, mandaté par le pouvoir adjudicateur, pourra effectuer des contrôles portant sur le respect de la réglementation et l'aspect qualitatif de la maintenance ou tout autre aspect.

En conséquence, le titulaire du contrat s'engage à être représenté, et à accompagner, lors de ces visites, à raison d'un technicien par contrôle. Si ces vérifications relèvent que la maintenance n'est pas effectuée conformément aux

prescriptions du présent marché et entraînent des pénalités, les frais y afférents seront à la charge du titulaire du marché.

Article 9 REUNIONS

9.1 Réunion d'exploitation

Un rapport complet de maintenance est transmis dans les quinze jours suivants la fin de l'intervention de maintenance préventive sous format électronique et doit reprendre toutes les actions qui ont été réalisées sur les équipements, en corrélation avec les gammes de maintenance. La remise de ce rapport constitue le service fait des prestations.

Les mesures réalisées et les courbes (décharge, harmonique, ...) et les avis correspondant sur chaque batterie sont consignés.

Dans la conclusion du rapport, le titulaire doit clairement faire apparaître les pièces et éléments à remplacer (avec une estimation du coût) à court, moyen ou long terme (devoir de conseil).

Un carnet de maintenance dématérialisé par équipement est à apposer dans le local de l'équipement ou sur son porte document. En effet, un tableau de suivi annuel devra être réalisé et sera à restituer lors des réunions de suivi annuel et la fin du marché.

9.2 Réunion de démarrage

A la prise d'effet du marché, le titulaire effectue une réunion de prise d'effet dans chaque établissement pour effectuer :

- La rédaction du plan de prévention si nécessaire
- La rédaction des différentes procédures d'interventions (préventives, correctives, astreinte,) en lien et avec les spécificités de chaque établissement sous forme de fiche synthétique ;
- Etablir un calendrier annuel des entretiens préventifs en lien avec le référent technique de chaque établissement ;